

POLITIQUE

[Tribune] Génocide des Tutsis : « Quand les Français vont-ils enfin reconnaître ce que les Rwandais savent ? »

03 avril 2021



Par **Yann Gwet**

Essayiste camerounais. Diplômé de Sciences Po Paris, il vit et travaille au Rwanda.



Des miliciens hutus et des militaires français de l'opération Turquoise à Gisenyi, au Rwanda, le 27 juin 1994. © Pascal GUYOT / AFP

Les progrès réalisés dans la relation franco-rwandaise sont, à bien des égards, extraordinaires. Mais les Rwandais attendent toujours que la France reconnaisse son rôle dans le génocide de 1994.

Complicité ou pas complicité ? Depuis la remise du rapport de la commission Duclert au président Macron, cette question occupe divers réseaux militaires, politiques et médiatiques français. Florence Parly, ministre des Armées, rappelle l'enjeu dans une lettre adressée le 27 mars au président de l'association France Turquoise, le général de corps d'armée Jean-Claude Lafourcade : « Le rapport écarte toute complicité française dans la préparation et la conduite du génocide des Tutsis... J'en espère l'arrêt des poursuites internationales qui courent encore contre certains de nos officiers qui ont servi leur pays avec honneur. »

Nous verrons. Mais une chose est sûre : le débat sur le rôle de la France au Rwanda n'est pas près de s'arrêter. D'ores et déjà, un débat juridique a commencé en France sur la notion de « complicité » ; les manquements du rapport ont relancé ce débat historique. Encouragés par les conclusions de ce document, des militaires sortent du bois pour soulager leur conscience.

Donner du sens à l'horreur

Au Rwanda, la perspective est différente : des survivants existent, dont certains ont été témoins des méfaits de militaires français. Beaucoup ont témoigné. Un consensus existe sur le rôle de la France. Et donc dans l'esprit de nombreux Rwandais, la question n'est pas « complicité ou pas complicité », mais plutôt : « Quand vont-ils enfin reconnaître ce que nous savons ? » Le président Macron devra combler cette fracture mémorielle pour espérer réconcilier les mémoires française et rwandaise, et reconfigurer les relations entre les deux pays.

D'aucuns pourraient légitimement se demander pourquoi, s'ils ont leur réponse, de nombreux Rwandais semblent encore attendre quelque chose de la France. Pour au moins deux raisons : d'abord comprendre, tenter de donner du sens à l'horreur que beaucoup ont vécue et, par là même, mieux survivre. La France détient toujours une partie importante des clés de compréhension de la tragédie rwandaise.

« LES HYDRES NÉGATIONNISTES ET RÉVISIONNISTES SE NOURRISSENT DE DEMI-VÉRITÉS, DE SILENCES COUPABLES »

Ensuite, parce que les hydres négationnistes et révisionnistes se nourrissent de demi-vérités, de confusions entretenues, de silences coupables. Or le combat contre ces deux virus est fondamental pour le Rwanda. Un des leviers de ce combat réside dans une clarification radicale du rôle de la France au Rwanda.

Extraordinaire dégel

Et, donc, l'une des dimensions de la fameuse « normalisation » des relations est bien mémorielle. Cependant, quand on y pense, et en dépit d'une certaine irrégularité, les progrès réalisés dans la relation franco-rwandaise sont, à bien des égards, extraordinaires. Bien-sûr, des médias français habitués à commenter les loufoqueries des monarques françafricains restent majoritairement hostiles à un président rwandais qui ne pense pas à Paris en se rasant le matin. Mais on est loin de la franche hostilité qui régnait en 2006, lorsque le président Kagame expulsa l'ambassadeur de France à Kigali et demanda la fermeture de l'ambassade de France.

La visite du président Nicolas Sarkozy à Kigali en 2010 – peut-être la seule véritable réalisation de sa politique africaine – constitua un tournant. Avec un certain courage, il reconnut de « graves d'erreurs d'appréciation »,

ouvrant la voie à un dégel des relations, et gagnant en popularité auprès d'une partie importante de la société rwandaise.

Aujourd'hui, des groupes français (Canal Olympia, Onomo Hotels, Groupe Duval, etc.) s'installent sur le marché rwandais. Les investissements français sont plutôt bien accueillis et contribuent à leur façon à transformer le visage de Kigali. Un « centre culturel francophone » financé par l'ambassade de France y ouvrira bientôt ses portes. Gregori International, entreprise française, est chargée des travaux d'extension du golf de la capitale.

En juillet 2020, la cour d'appel de Paris a prononcé un non-lieu dans l'enquête sur l'attentat du 6 Avril 1994 contre l'avion du président Habyarimana, qui avait entraîné une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en novembre 2006. Une rwandaise, Louise Mushikiwabo, dirige désormais l'OIF. Et selon un rapport publié par la Banque mondiale en janvier 2021, la France et l'Angleterre apportent un soutien financier au Rwanda depuis juin 2020 pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19.

Macron plutôt populaire

Le président Macron bénéficie d'un a priori plutôt favorable au sein d'une certaine classe intellectuelle rwandaise, laquelle lui reconnaît le mérite « d'essayer » dans un environnement difficile. Il avait 17 ans en 1994. Il est donc exempt de tout soupçon dans le dossier du génocide. On sent bien qu'une certaine jeunesse urbaine, moins politisée, friande d'opportunités économiques, est prête à accompagner un mouvement de normalisation porté par un leader français dont la jeunesse ne laisse pas indifférent à Kigali.

« LA FRANCE HÉBERGE TOUJOURS SUR SON SOL DE NOMBREUX GÉNOCIDAIRES. MONSIEUR LE PRÉSIDENT, ARRÊTEZ-LES... »

Si ce « sentiment anti-français », qui semble tant préoccuper au sommet de l'État français, est une réalité en Afrique francophone, il semble aujourd'hui difficilement perceptible dans un Rwanda pragmatique, dépourvu de franc CFA, et en situation de purger son contentieux historique avec Paris.

Paradoxe des paradoxes, ce Rwanda dirigé par un leader populaire en Afrique francophone fait aujourd'hui figure de meilleur allié possible d'un président français qui dit vouloir refonder sa relation avec cette partie du continent. Est-il sincère ? À voir. En tout cas, le Rwanda lui offre l'occasion de montrer qu'il peut faire coïncider les intérêts de la France avec les aspirations des peuples africains. La France héberge toujours sur son sol de nombreux génocidaires. Monsieur le président, arrêtez-les...